Syndicat National FO des Finances Publiques

Section de SEINE MARITIME

21 quai Jean Moulin 76037 Rouen cedex
Tel : 02.35.58.37.17 ou 37.18, e-mail : fo.@dgfip.finances.gouv.fr
Site départemental FO DGFiP : FO DGFIP 76

Comité Technique Local
du 20 septembre 2018

Déclaration Liminaire

Madame la Présidente,

La DGFiP va une fois de plus payer un lourd tribut à l'effort demandé à la Fonction Publique d'État dans le cadre du programme Action publique 2022 :

✗ Fermeture de plus d'un millier de trésoreries et de plusieurs centaines de SPF,

✗ Disparition programmée des SIP, conséquence des choix gouvernementaux en matière de fiscalité,

✗ Création d'agences comptables pour les collectivités territoriales volontaires et les établissements publics de santé,

✗ Transfert de la mission topographique à l'IGN,

✗ Transfert éventuel d'une partie du recouvrement à l'URSSAF,

✗ Passage de la gestion des HLM en comptabilité privée…

✗ Attaque contre la représentativité syndicale (la casse des CAP et la disparition des CHC-CT).

Le Premier Ministre a annoncé un nombre de suppressions d'emplois historique et inadmissible dans la Fonction Publique de L'État : **4 500 en 2019 dont 2130 à la DGFIP** et plus de **10 000** les années suivantes.

Pour le gouvernement, il s'agit avant tout de privatiser des pans entiers du service public au mépris de l'intérêt général.

Cette politique guidée par l'obsession de réduction des dépenses publiques aboutit à la destruction programmée des emplois publics et au final du service public.

Ne nous leurrons pas : la rigueur budgétaire reste bien la clef de voûte de la politique gouvernementale.

Pour **F.O.-DGFIP 76**, le statut de la fonction publique n'est pas négociable ! Il est hors de question de développer la précarité avec des recrutements de contractuels en lieu et place d'agents sous statut. L'ensemble des fonctionnaires de la fonction publique (Etat, Hôpital et Territotiale) mérite autre

chose, de la part du gouvernement et du Président, qu'une destruction idéologique de leurs statuts, garant de la continuité et de la neutralité républicaine.

Pour **F.O.-DGFIP 76**, défendre et promouvoir le statut, c'est défendre la République une et indivisible.

Ces suppressions s'ajouteront à la pénurie d'effectifs qui est déjà criante puisque, depuis 2002, notre administration a vu ses effectifs fondre de plus de 32 000 agents.

Année après année, ce sont de véritables plans sociaux qui ne disent pas leur nom et qui asphyxient totalement les services, avec des conséquences désastreuses sur les conditions de travail et de plus en plus sur la santé de nos collègues.

Tel un bon petit soldat aux ordres, la DGFiP fusionne, regroupe, restructure afin de pouvoir continuer à assurer ses missions de service public le plus souvent en mode dégradé.

Les suppressions d'emplois, couplées aux fermetures de structures, accélérées par l'Adaptation des Structures du Réseau (ASR), se poursuivent à un rythme infernal. Les agents doivent s'adapter à marche forcée aussi bien à de nouvelles méthodes de travail et de management, qu'à un criant manque de moyens humains et matériels.

Pour **F.O.-DGFIP 76**, la coupe est plus que pleine de ces projets pléthoriques, générant de l'inquiétude, de la pression et de l'anxiété auprès des agents.

Ce CTL une fois de plus, en est le parfait exemple :

- Siphonnage de l'activité SPL de la recette des finances du Havre par un transfert à la DRFIP au 1er juillet 2018,
- Siphonnage de l'activité du CSP d'initiative des SIP par un transfert au PCRP,
- Fermeture des SPF.

Les élus **F.O.-DGFIP 76** condamnent à nouveau un transfert d'activité sans que celui ait fait l'objet d'un débat en CTL, quid du respect de cette instance ?

Avant, à chaque CTL, nous avions un point pour vote de modification des horaires d'ouverture au public. Et maintenant, nous découvrons à chaque CTL à minima soit une réorganisation, soit une restructuration. Bien entendu, l'impact sur les emplois sera vu ultérieurement au CTL emploi. D'où notre revendication d'avoir un CTL qui traite à la fois des emplois et des restructurations.

Devant cet acharnement à tout détruire, tant au niveau national que local, les représentants **F.O.-DGFIP**, forts du syndicalisme libre et indépendant de FORCE OUVRIERE depuis 70 ans, continueront inlassablement à se battre pour tous les agents et toutes les missions de la DGFIP et pour le Service public républicain au service de tous et non des seuls « premiers de cordée » !